



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau des Installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

Dossier suivi par : Rémy LUCOT

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES
FORMATION SPÉCIALISÉE DES CARRIÈRES**

Réunion du mardi 21 février 2023

La formation spécialisée des carrières de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites s'est réunie le 21 février 2023 à dix heures, à la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous la présidence de Madame Laybourne, Secrétaire générale adjointe du Préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône.

ORDRE DU JOUR :

- 1) Avis de la commission sur la préparation du Schéma Régional des Carrières (SRC) PACA ;
- 2) Thématique des déchets
- 3) Questions diverses.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

1- Pour le premier collège de la formation, représentants des services de l'État, membres de droit.

- Madame Marylène CAIRE, Directrice adjointe de la Direction de la citoyenneté, de la légalité et de l'environnement,
- Monsieur Patrick COUTURIER, Chef de l'unité départementale des Bouches-du-Rhône à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Monsieur Claude HENRY, chargé de mission Natura 2000 de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,
- Monsieur Gilles BERTOTHY, chef de bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Madame Sylvaine IZE du Service Biodiversité, Environnement et Paysage de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

2- Pour le deuxième collège de la formation, représentants des élus des collectivités territoriales.

Aucun présent

3- Pour le troisième collège de la formation, personnalités qualifiées, représentants d'association agréées et des organisations agricoles ou sylvicoles.

- Monsieur Alain ZIEBEL, représentant la fédération des Bouches-du-Rhône de pêche et de la protection du milieu aquatique,

- Monsieur Gilbert VEYRIÉ, représentant de la fédération France Nature, Environnement des Bouches-du-Rhône,
- Madame Claire CALDIER, représentant de l'Association COLINEO

4- Pour le quatrième collège de la formation, personnes compétentes représentant les exploitations de carrières et les utilisateurs de matériaux de carrières.

- Monsieur Patrick ROLLAND, représentant l'UNICEM Provence, Alpes, Côte d'Azur, Corse,
- Monsieur Christophe RABIET, représentant l'UNICEM Provence, Alpes, Côte d'Azur, Corse, (Monsieur Colin BESSAI, suppléant de l'UNICEM Provence, Alpes, Côte d'Azur, Corse est également présent),
- Madame Marie-Thérèse AUBRIEUX GONTERO, représentant la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics des Bouches-du-Rhône, titulaire

ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :

M. LUCOT (DCLE)

POUVOIRS :

Aucun

INVITÉS PRÉSENTS :

Aucun

* * *

Rappel de la règle de quorum mentionnée à l'article 6-2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 portant renouvellement de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites des Bouches-du-Rhône : « le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant la commission sont présents, y compris les membres prenant part aux débats au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle, ou qui ont donné mandat. Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé. ».

Sur 17 membres que compte la commission, 11 sont présents. Le quorum étant donc atteint, Madame Laybourne, présidente de la séance, ouvre les débats à 10h05,

Madame Laybourne, présidente de la séance, présente les points à l'ordre du jour,

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES
FORMATION SPÉCIALISÉE DES CARRIÈRES
SÉANCE DU 19 JUIN 2020

Dossier : Projet de schéma régional des carrières (SRC) – Phase de consultation – demande d’avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières.

Rapporteur : Madame Sylvaine IZE (DREAL)

Madame Sylvaine IZE, de la direction régionale de l’Environnement, de l’Aménagement et du Logement, présente le projet de schéma régional des carrières (SRC) aux membres de la commission. Suite à la présentation :

M. RABIET indique que la profession est heureuse de savoir que le schéma entre dans une phase finale, qu’elle y est favorable, mais qu’elle souhaite formuler des remarques sur sa rédaction actuelle. Deux remarques concernent la légalité du schéma et cinq autres concernent les possibles « fragilités » des autorisations qui en seront issues. M. RABIET expose ces remarques :

1/ le SRC ne peut pas imposer le retour systématique à un usage agricole [des exploitations] mais celui-ci peut être systématiquement étudié ;

2/ le SRC ne peut pas créer d’enjeu rédhibitoire. L’exemple des PAEN (périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains) est évoqué à ce titre ;

3/ l’outil cartographique permettant de positionner les cartes par rapport aux différents enjeux comporte des erreurs (périmètre) et des oublis (les plateformes) ;

4/ les objectifs de l’observatoire des matériaux devraient être complétés ;

5/ le SRC ne peut pas imposer le rajout de thèmes à traiter dans l’étude d’impact sont le contenu réglementaire défini est déjà très lourd et très complet ;

6/ la mesure qui a pour objectif la préservation des Gisements d’Intérêt National et des Gisements d’Intérêt Régionaux devrait être complétée par sa traduction cartographique dans les PLU(i), notamment par l’application d’un surzonage « richesse du sol et du sous-sol » ;

7/ il est particulièrement important que le stockage des sédiments de dragage se fasse également dans les installations existantes autorisées pour répondre à l’objectif général de « développement du recyclage » et d’économie de la ressource primaire.

Un document détaillé, rappelant toutes ces remarques est remis par l’UNICEM PACAC au secrétariat de la commission. Il sera annexé au présent compte-rendu.

Mme LAYBOURNE précise que l’observatoire est important pour l’évolution du schéma et qu’il sera l’outil d’actualisation des besoins. Elle demande qu’il sera porteur de cette structure.

Mme IZE indique que des réflexions sont en cours concernant le portage de l’observatoire et qu’elles se feront en lien avec les professionnels et les partenaires institutionnels tels que la Région. Elle précise également qu’à l’approbation du schéma, une proposition de gouvernance de l’observatoire sera faite.

M. BESSAIT évoque la problématique des déchets qui devra être en lien avec le SRC.

Mme LAYBOURNE confirme qu'il existe une volonté d'accroître la part de recyclage des déchets afin de se prémunir contre les décharges illicites. Ce point de liaison avec le SRC est donc à structurer. Elle interroge les membres sur l'actualité de la filière REP (Responsabilité élargie du producteur).

M. ROLLAND répond que cette filière ne concerne que les déchets du bâtiment et qu'elle exige des techniques rigoureuses. Par ailleurs, cette filière ne représente que 90 % du volume entrant et que seul 15 % de cette part fait l'objet d'un recyclage, ce qui en fait un faible outil de valorisation. Ce recyclage dépend, en outre, des conditions géologiques. Il mentionne toutefois que l'évolution de la norme « béton » permet d'intégrer plus de matériaux dans le processus de recyclage.

M. BESSAIT confirme que la filière R.E.P n'intervient qu'à la marge dans le processus de recyclage.

Mme LAYBOURNE propose d'effectuer un travail de sensibilisation sur le recyclage des collectivités et des élus, notamment dans le cadre de la commande publique.

M. ROLLAND insiste sur la difficulté de mettre en place des outils concrets de revalorisation.

Mme AUBRIEUX-GONTERO indique, sur la thématique des déchets sauvages, que la R.E.P ne va pas tout résoudre. Elle évoque les problèmes sur les chantiers, les questions de place et de superficie ainsi que l'efficacité du tri (bennes, contenus hétérogènes, déchets non inertes) selon l'endroit.

Mme LAYBOURNE confirme l'utilité de la filière R.E.P, mais concède des réserves sur les points évoqués par les membres.

M. VEYRIÉ revient sur le point évoqué par l'UNICEM PACAC concernant la remise en état des exploitations de carrière en zone agricole. Il évoque la situation particulière d'une ancienne carrière à Sénas sur laquelle un projet photovoltaïque devait voir le jour. Il insiste sur le fait que les terrains doivent revenir à l'agriculture.

M. RABIET répond que comme l'UNICEM l'a remarqué, ce retour ne peut pas être systématique, mais qu'il convient d'en étudier la possibilité dans le cadre d'un projet de réaménagement. Il confirme que l'UNICEM ne s'oppose pas à une étude, mais au caractère systématique de cette préconisation du SRC.

M. HENRY évoque l'importance de la faune et des espèces protégées, et qu'il convient de positionner les zones Natura 2000 en motif « rédhibitoire » dans le SRC.

Mme LAYBOURNE indique qu'il sera tenu compte de ces éléments.

Mme IZE précise que le SRC n'est pas un outil pouvant créer du droit. Il recense les enjeux et leurs niveaux. Ces questions restent à étudier, des adaptations de rédaction étant toujours possibles.

M. VEYRIÉ évoque alors un cas particulier où le SRC pourrait être détourné de son objectif initial en permettant à des exploitants d'optimiser leurs activités (cas du Domaine de Montajour à Arles).

Mme IZE précise que le SRC n'a vocation à s'appliquer qu'aux carriers.

M. BERTOTHY ajoute que le cas évoqué a fait l'objet d'un refus de la part de l'État.

M. ROLLAND s'interroge sur la possibilité d'initier une « conférence des élus » afin d'informer et de décliner le SRC aux élus, aux collectivités locales, en vue d'atteindre également le niveau politique.

Mme LAYBOURNE indique qu'une fois le SRC approuvé, des pistes seront à explorer pour parvenir à informer les élus. Elle évoque la conférence des SCOTS qui est déjà un outil de planification efficace.

M. VEYRIÉ évoque à présent la problématique des transports de matériaux par chemins de fer. Il s'interroge sur la faisabilité de cette solution au regard des difficultés rencontrées et des blocages de la SNCF dans la vallée de la Durance. Il demande si les institutions peuvent avancer de manière concrète sur la question.

Mme LAYBOURNE indique qu'il n'y a pas d'éléments précis sur les projets en cours et notamment sur l'acheminement des granulats vers la vallée de la Durance : le sujet est à étudier.

M. BESSAIT indique que la SNCF rencontre déjà beaucoup de problèmes sur ses propres chantiers.

À 11h10, Mme LAYBOURNE propose à la commission de voter et de rendre son avis quant au projet de schéma régional des carrières présenté par la DREAL.

Vote contre : 0

Abstention : 1

Vote pour : 10

La commission donne un avis favorable à la majorité au projet de SRC.

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES
FORMATION SPÉCIALISÉE DES CARRIÈRES
SÉANCE DU 19 JUIN 2020

Dossier : Présentation de l'opération « Déchets table rase »

Rapporteur : Monsieur Patrick COUTURIER, Chef de l'unité départementale des Bouches-du-Rhône à la DREAL

M. Patrick COUTURIER, Chef de l'unité départementale des Bouches-du-Rhône à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, effectue une présentation de l'opération « Déchets table rase » conduite par ses services. Il est notamment évoqué l'incendie qui a eu lieu sur la commune de Saint-Chamas en décembre 2021.

Mme LAYBOURNE confirme que l'État est actif sur la thématique des déchets et des décharges illicites.

M. VEYRIÉ interroge les services de l'État sur l'évacuation des 14 000 tonnes de déchets restantes sur le site de Saint-Chamas.

Mme LAYBOURNE s'interroge sur la responsabilité de l'exploitant. Elle indique que des moyens importants sont à solliciter et qu'il convient de récupérer des fonds pour y parvenir. L'évacuation de ces déchets ne sera pas immédiate, mais elle garde l'espoir que cela se fasse rapidement.

M. COUTURIER précise qu'un certain nombre de crédits ont été sollicités qui permettront d'évacuer, courant 2023, les déchets inflammables. Le sujet est suivi et est en cours de négociation avec les collectivités locales.

M. BESSAIT indique que les amas de déchets comme ceux de Saint-Chamas peuvent s'organiser très rapidement et qu'il convient d'être très réactif sur cette problématique. Il insiste sur le fait que certains exploitants se révèlent insolvables.

M. COUTURIER admet que les sanctions administratives prévues par la loi peuvent poser problèmes face aux délais d'urgence qui s'imposent dans de telles affaires. Les actions « coup de poing » sont complexes à organiser. La DREAL essaie de collaborer au mieux avec les collectivités territoriales sur ce point.

M. BESSAIT mentionne le problème des déclarations ICPE qui se démultiplient dans les zones PLU interdites et interroge sur la possibilité de mettre en œuvre les pouvoirs de police spéciale dont dispose le Maire.

M. COUTURIER précise qu'il est nécessaire de repérer ces installations, mais qu'il existe des flous juridiques sur la question des déclarations ICPE.

Mme AUBRIEUX-GONTERO insiste sur le fait que les élus doivent pouvoir tenir tête face à ce type de situation.

M. COUTURIER confirme que la présence des services municipaux est indispensable, mais qu'il reste encore beaucoup de travail à faire sur ce thème.

M. RABIER informe que la profession reste vigilante et fera remonter les informations sur cette thématique.

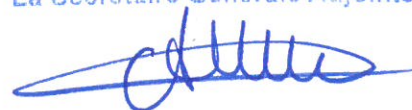
M. ROLLAND indique qu'il y a un travail à faire sur le vide juridique existant entre les déclarations ICPE et le droit de l'urbanisme.

Mme LAYBOURNE et M. COUTURIER confirment que des remontées aux ministères concernés ont été faites et que pour l'heure, il n'y a pas eu de retour. Tous les appuis sont les bienvenus pour faire évoluer cette situation.

Mme CLADIER sollicite les membres de la CDNPS pour obtenir un guide méthodologique sur la question.

L'ordre du jour étant épuisé, Madame LAYBOURNE lève la séance à 11h36.

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE